

Le roman de l'été

LES 180 JOURS D'EMMANUEL MACRON

— Nous n'avons plus les moyens de combattre au Mali! Le président a voulu impliquer les pays du Sahel, mais c'est une catastrophe. Ces pays sont corrompus, incapables d'agir de manière coordonnée... On a dû reprendre la main. L'opération Sentinelle mobilise entre 7000 et 10000 de nos hommes en France de manière inutile, elle fait d'eux des cibles! Mais, il y a plus grave...

— Le tableau est déjà bien noir.

— Le matériel! Nous sommes dépassés! Nous avons aujourd'hui six fois moins de chars, quatre fois moins d'artillerie et deux fois moins d'hélicoptères qu'en 1991! Le remplacement du matériel n'est pas assumé... On ne remplace pas, on ne paye pas!

Pragmatique, Florence Parly préfère parler chiffres:

— À combien estimez-vous le prix à déboursé?

— Quarante milliards!

La ministre reste stoïque, mais le coup est rude...

— Et sinon?

— J'expliquerai au président que nous n'avons plus les moyens de contenir Al-Qaïda au Mali, que nous ne pouvons plus sécuriser nos amis africains, que les prises d'otage se multiplient, qu'il n'est pas question d'une action en Libye ou en Syrie... En cas de conflit majeur, hors nucléaire, l'armée française est nue!

Dimanche 21 janvier

Matignon, bureau du Premier ministre

Édouard Philippe se frotte les yeux. Il a passé une partie de son dimanche sur ses dossiers. Il tend la main vers un coffret laqué. Il en tire un cigare, un Partagas D4. Comme tous les amateurs de havanes de la République, il a le cigare discret, presque honteux. Trop connoté rupin, capitaliste, le cigare ne s'affiche pas. Il l'allume, voluptueusement, la fumée monte, il la recrache avec un soupire de satisfaction.

Son portable vibre, le trentième SMS présidentiel du jour s'affiche: « Il faut que tu recadres Le Maire, il parle trop. » Bruno Le Maire est son épine dans le pied. Le rallié de la dernière heure se montre trop bavard, exprime des doutes sur la vitesse des réformes. Il le verra demain.

Le portable sonne, c'est le numéro de Michel Delpuech, le préfet de police de Paris.

— Je vous écoute.

— ...

— Quoi? J'arrive, convoquez une réunion à la Préfecture, je prévois le président.

Trois minutes plus tard, la voiture du Premier ministre quitte en trombe Matignon, les motards ouvrent la route, sirènes hurlantes.

Préfecture de police de Paris,
bureau du préfet, boulevard du Palais

Édouard Philippe entre dans le bureau du préfet. Les principales forces de police de la capitale sont dans la vaste pièce richement meublée. Le directeur de la sécurité de proximité de l'agglomération parisienne, Jacques Méric, un ex de chez Valls, prend la parole:

— Le niveau de la Seine atteint sa cote d'alerte. D'après les prévisions de Météo France, nous allons vers une crue extraordinaire.

Féru d'histoire, le Premier ministre lance:

— Comparable à 1910?

— Pire.

Le patron des pompiers de Paris essaie de se faire tout petit. Mais le préfet se tourne vers lui:

— On a des exercices d'alerte, des prévisions dans ce cas. J'ai moi-même assisté à une simulation grandeur nature.

— Oui, mais... On a mal été renseigné sur la montée des eaux. La situation est déjà critique. Le Louvre est menacé, les berges vont être submergées, on n'est pas sûr que certains ponts ne soient pas sous l'eau dès demain.

Le roman de l'été

LES 180 JOURS D'EMMANUEL MACRON



Le silence s'installe. Édouard Philippe est bombardé de SMS du président.

— Bon, on va avertir la population, on fait évacuer le Louvre, on applique le plan prévu.

Le préfet semble bien embêté:

— J'espère que ce n'est pas trop tard... La Seine grossit à vue d'œil.

— On a prévenu Mme le maire?

Tout le monde regarde ses chaussures. Édouard Philippe explose:

— Mais c'est pas vrai! On va se taper Hidalgo en furie! Appelez-la immédiatement!

“Gérard, au niveau police et secours, tu dégages tous ceux qui n'ont rien vu!”

Lundi 22 janvier

Paris

Au Louvre, c'est la panique, on déménage les collections. Le tunnel de l'Alma est sous l'eau, le Grand Palais panique. Anne Hidalgo, chaussée de bottes en caoutchouc, donne des interviews devant l'Hôtel de Ville où l'eau a envahi le parvis.

— Le gouvernement d'amateurs irresponsables ne prend pas la mesure d'une catastrophe naturelle.

À Montmartre, on rigole; à Saint-Michel, on écope, l'eau est passée par-dessus le pont. Une péniche a rompu ses amarres et s'est encastrée dans la pierre, les pompiers sont débordés.

Palais de l'Élysée,
bureau du président de la République

Autour de la table, les proches du président sont là. Gérard Collomb, le premier flic de France, mais aussi Christophe Castaner, le porte-parole du gouvernement, Alexis Kohler, le secrétaire général de l'Élysée, Anne de Bayser, la secrétaire générale adjointe, et Sibeth Ndiaye, la conseillère en communication.

— Comment ça a pu arriver?

Emmanuel Macron a la voix des mauvais jours, celle qui vire dans les aigus. Il n'attend pas la réponse.

— Bon, une fois que cette crise sera passée, je veux un audit détaillé de ce qui a merdé.

La réunion se termine. Emmanuel Macron retient son ministre de l'Intérieur:

— Gérard, au niveau police et secours, tu dégages tous ceux qui n'ont rien vu! C'est inconcevable que l'on ne nous ait pas prévenus avant.

La pluie redouble de violence sur les carreaux des fenêtres. ➔

Le roman de l'été

LES 180 JOURS D'EMMANUEL MACRON

Siège de Bouygues Immobilier, Paris XV^e

Le mandat de vente fait sourire le chargé de clientèle des gros comptes. Hôtel particulier, immeuble de bureaux, plein centre.

La négociation a été difficile. Bien sûr aucun des ténors de la politique qui travaillent dans ce bâtiment n'est venu en personne négocier, tout s'est passé entre administratifs.

Mais quand même, être mandaté pour vendre l'un des lieux historiques de la gauche française, ce n'est pas rien.

Il finit de remplir le mandat, l'adresse:

10, rue de Solferino.

Plateau de BFMTV

Jean-Pierre Raffarin n'est pas un retraité inactif. Invité en tant qu'ex-Premier ministre à décrire la crise aquatique et le mécontentement général, il se laisse aller: — Le chômage ne baisse pas, l'emploi stagne, les Français ne voient pas le bénéfice des réformes, l'austérité est là... On peut dire que le niveau monte!

La raffarinade nouvelle est arrivée.

En bas de l'écran, le bandeau défile: « Sondage Ipsos, cote de popularité du président 35 %, du Premier ministre 30 % »...

Dimanche 28 janvier

Libération: « Le reflux pour Paris et pour Macron ».

Le Figaro: « La crue laissera des traces: 300 millions de dégâts et un gouvernement en difficulté! »

Le Parisien: « La décrue ».

Bureau du Premier ministre à Matignon

Édouard Philippe regarde le timide soleil d'hiver qui luit. Les eaux de la Seine refluent, il n'y aura pas d'images des Parisiens en barque à la télévision...

Bureau de veille sanitaire du ministère de la Santé

Les résultats des analyses sont là. Le directeur secoue la tête. Il prend son téléphone et obtient le cabinet de la ministre de la Santé, Agnès Buzyn. — Il faut que je vous voie de toute urgence, c'est grave...

Il se replonge dans le dossier, un épais document avec, inscrit sur la couverture: « Campements migrants Paris ».

Rédaction du *Point*, avenue du Maine, Paris

Charlotte Chaffanjon relit son article. Depuis une semaine elle attend d'avoir des billes sur cette histoire, cette photo qu'un de ses contacts lui a donnée... Mais elle n'y croyait pas. Les Républicains se déchirent entre ceux qui veulent une droite dure et ceux qui préfèrent le centre droit, la droite sociale. On murmure que le FN n'est plus tabou pour Wauquiez, le patron du parti, mais rien n'est acté. Wauquiez est habile, il ne va pas franchir le Rubicon... Enfin elle a la confirmation, la photo n'est pas un faux.

Elle regarde une fois de plus l'image qu'elle va mettre en ligne. On y distingue très nettement Éric Ciotti en train de parler avec Louis Aliot... ●

À suivre...

**Jean-Pierre
Raffarin
décrivant
la crise
aquatique
et le mécon-
tentement
général:
"On peut
dire que
le niveau
monte."**